

Le Pen chahutée, Macron visé par La Manif pour tous

2022
PRÉSIDENTIELLE

Les deux finalistes à l'élection appuient sur l'accélérateur à onze jours du second tour. Hier, à Paris, la conférence de presse de la candidate RN a été mouvementée.

Une conférence de presse perturbée aux salons Hoche à Paris, une militante qui brandit un cœur traînée au sol et expulsée manu militari, un collectif intitulé "Ibiza" qui interrompt brièvement son rendez-vous, dénonçant une « complaisance » envers Vladimir Poutine : la journée politique de Marine Le Pen, hier, a été bien agitée. Des images montrent l'activiste du collectif Ibiza mise à terre par deux hommes, puis tirée par les bras par l'un d'eux et traînée par terre hors de la salle.

« Ce sont les policiers de M. Darnain, il faut s'adresser à M. Darnain, parce que moi je n'y suis pour rien », a assuré un peu plus tard la candidate sur BFMTV, mettant en cause les « services de protection des personnalités ».

« Ce n'est pas moi qui leur donne ni des instructions ni des consignes sur la méthode d'intervention ». Marine Le Pen a assuré n'avoir « rien vu » et s'est « réjouie que cette femme n'avait pas d'intentions plus dangereuses que celles uniquement de m'interpeller ».

Réplique du ministre de l'Intérieur à la candidate dans un tweet : « Quel mépris pour les policiers de la République qui assurent votre protection. Ayez plutôt l'honnêteté de dire que l'individu qui traîne la manifestante sur le sol est un membre de votre service d'ordre privé ».

Ambiance... « Elle a toujours été son amie » et s'est dès 2017 « alignée sur ses positions sur l'Ukraine », ont affirmé

des militants du collectif qui se présente comme regroupant des militants de gauche, mélenchonistes et écologistes.

Provocation

Un jeune homme, journaliste à *Russia Today*, a posé à Marine Le Pen « une question de la part de Vladimir Poutine » : « Pourquoi vous ne lui répondez plus ? Vous lui manquez ». Marine Le Pen a éconduit ce « provocateur ».

« Aujourd'hui, elle ment explicitement pour se faire élire, mais le lendemain de l'élection, elle conclura une alliance avec Poutine », lance un membre d'Ibiza. Le collectif a distribué des tracts, ornés de cœur roses, avec un pastiche de message affectueux de Poutine à la candidate du RN.

Mobilisation

La présidente PS de la région Occitanie Carole Delga a annoncé sur France 3 une mobilisation pour appeler à voter Emmanuel Macron et invite « toutes celles et tous ceux qui aiment la République, qui ne veulent pas de Marine Le Pen au pouvoir » à participer à une manifestation à Toulouse, le 21 avril, au lendemain du débat télévisé entre le président sortant et la candidate du RN.

Anti-famille

« Cinq ans de plus avec Macron, pour les familles, c'est non ! » : la Manif pour Tous, mouvement issu de l'opposition au mariage homosexuel, appelle à ne pas offrir un



Hier, un collectif baptisé Ibiza a dénoncé la complaisance de Marine Le Pen envers Vladimir Poutine. (Photo AFP)

second mandat au président sortant le 24 avril.

« Emmanuel Macron entend manifestement poursuivre sa politique anti-famille : GPA, euthanasie, transidentité, dévalorisation du mariage, défiance vis-à-vis des parents, difficultés matérielles pour les presque 19 millions de familles que compte la France... », affirme sa présidente Ludivine de la Rochère dans un communiqué.

La Manif pour Tous n'appelle toutefois pas formellement à voter pour la candidate du RN Marine

Le Pen, non mentionnée.

Privilèges

Le président du RN, Jordan Bardella, a renvoyé dans les cordes hier matin la cinquantaine de personnalités du monde sportif, qui a signé une tribune appelant à voter Emmanuel Macron et à refuser « une présidente d'extrême droite » pour la France (lire page suivante).

« C'est sûr qu'eux n'ont peut-être pas de problèmes de pouvoir d'achat », a-t-il lâché sur RTL.

« C'est sûr qu'eux n'ont peut-être pas de problèmes pour finir les fins de mois, pas de problèmes de sécurité compte tenu des quartiers dans lesquels ils doivent vivre ».

« C'est le cinéma habituel de gens privilégiés qui ne connaissent aucune des difficultés que connaissent des millions de Français, qui aujourd'hui n'arrivent plus à faire le plein de leur chariot et de leur voiture et ne peuvent pas laisser leurs enfants sortir sans avoir la crainte qu'ils soient agressés », a-t-il ajouté.



L'ÉDITO

de
MICHÈLE COTTA

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

Retraites : trouver le juste équilibre

« Lorsque je propose une réforme, on m'accuse de l'imposer. Quand je discute, que je propose des améliorations, on me dit que je recule ! ». Hier matin, Emmanuel Macron s'est laissé aller à cette confiance auprès de quelques journalistes qui l'interrogeaient sur son déplacement de la veille. Il

avait choisi en effet de commencer, dès lundi, sa campagne de l'entre-deux-tours à Denain, au cœur du bassin minier, où le niveau de chômage et celui du RSA sont parmi les plus élevés en France. À Denain, le Président sortant qui avait été distancé, dimanche, par Marine Le Pen et Jean-Luc

Mélenchon, n'avait pas choisi la facilité. Il ne lui a donc pas fallu longtemps pour comprendre, pressé par les questions de ses adversaires, mais aussi de ses

soutiens, que la retraite à 65 ans était, de loin, dans son programme, ce qui avait été retenu en priorité, sinon uniquement, par les électeurs de quelque bord qu'ils soient. Après avoir tenté de faire un minimum de pédagogie sur la question, il a vite entendu ce que lui disait cette foule, dans laquelle,

« 65 ans, c'est trop pour la gauche, juste assez pour la droite. »

comme à son habitude, il avait plongé. Après avoir insisté sur le fait que les retraites ne sauraient en aucun cas être inférieures à 1 100 euros par mois, souli-

gné que l'indexation des pensions sur l'inflation se ferait dès cet été, et pas à la fin de l'année, il a senti que cela ne suffisait pas, et qu'il lui fallait jeter du lest sur ces fameux 65 ans, qui, a-t-il convenu avant-hier, ne sont pas un « dogme ». Il s'est donc ainsi dit prêt à moduler le rythme de hausse de

l'âge légal, à y introduire le critère de pénibilité, bref « à ouvrir une porte, éventuellement par une clause de revoyure si cela pouvait déboucher sur un consensus ». Réponse sur le terrain immédiatement analysée – surtout par ceux qui, parmi Les Républicains et plus largement des électeurs de droite, hésitent à reporter leurs voix sur Emmanuel Macron au second tour –, comme un recul. Alors, recherche du consensus ou recul sur le sujet ? Un peu des deux, sans doute. Mais on peut aisément le comprendre. D'abord parce que la réforme de la retraite, avec

âge pivot à 64 ans, voulu par son Premier ministre Edouard Philippe a déjà longuement empoisonné son premier quinquennat. Et ensuite parce que son adversaire, Marine Le Pen, continue de prôner, elle, un départ à la retraite à 62 ans, qu'Emmanuel Macron juge largement insuffisant pour rétablir les équilibres nécessaires. Alors, évidemment, en politique, en campagne électorale surtout, tout est affaire de compromis. 65 ans, c'est trop pour la gauche, juste assez pour la droite. Gageons que l'aiguille se stabilisera entre ces deux chiffres.